

PDSC Newsletter

16 Février 2021



N°7.






Cliquez sur le  pour accéder aux articles de presse

Les articles 1,2,3,7 et 8 sont développés.

Sécurité Intérieure des Etats

-  1. Lundi 1^{er} février, l'armée birmane a emprisonné la cheffe du gouvernement et placé ses généraux à la tête de l'Etat.
-  2. Au Mali une base de la mission de l'ONU Minusma a essuyé une attaque djihadiste. Vingt casques bleus ont été blessés.


Géopolitique

-  3. Joe Biden annonce notamment dans son discours de politique étrangère la fin du soutien américain dans la guerre au Yémen.
-  4. L'Iran annonce la libération de l'équipage du pétrolier coréen, détenu depuis le 4 Janvier dans le détroit d'Ormuz.
-  5. Le 27 janvier, le ministère des Armées a présenté son nouveau document stratégique, l'Actualisation stratégique 2021

Enjeux émergents

-  6. L'entreprise Metal Shark a annoncé le développement d'un bateau autonome lanceur de drone pour les marines américaines.
-  7. Al-Qaïda nourrit un projet d'expansion vers le golfe de Guinée, particulièrement la Côte d'Ivoire et le Bénin. Selon le chef de la DGSE, ce projet a émergé en février 2020 lors d'une réunion des plus hauts chefs terroristes locaux.

Economie de défense

-  8. Le ministère de la défense britannique a signé un contrat de financement pour le projet Mosquito à hauteur de 30 millions de pounds. Ce projet a pour but de développer la nouvelle génération de drones de combat.
-  9. Un nouveau contrat de vente d'armes entre l'Italie et l'Egypte est en négociation. Il a pour but de moderniser l'arsenal égyptien, mais n'est pour l'instant pas garanti.

Lettre d'information sur l'actualité défense,
sécurité & citoyenneté

Putsch en Birmanie

Le lundi 1^{er} février, les militaires ont pris le pouvoir en Birmanie après dix ans de transition démocratique. La cheffe du gouvernement Aung San Suu Kyi a été arrêtée et placée en détention, et l'armée a placé ses généraux au sein du gouvernement.

Cette transition démocratique à laquelle l'armée a mis fin 2007. Lancée à la suite de la « révolution safran », elle aboutit à une nouvelle constitution en 2008, qui préserve néanmoins une partie du pouvoir des militaires : on note par exemple que 25% (minorité de blocage) des sièges des deux parlements reviennent aux militaires, ce qui leur permet de bloquer toute décision qui leur serait défavorable. De plus, la Constitution écarte la cheffe de l'opposition Aung San Suu Kyi. Enfin, le 1^{er} vice-président ainsi que les ministres de l'Intérieur, de la Défense et des Frontières sont désignés par l'armée.

A cette époque, en 2010, lors des premières élections, la cheffe de l'opposition Aung San Suu Kyi est en détention et n'est libérée que 4 jours après les élections. En conséquence, les élections législatives birmanes sont boycottées par l'opposition, réunie dans la Ligue Nationale pour la Démocratie. Leurs sièges augmentent progressivement au gré des élections : 37 en 2012, 255 en 2015.

En 2016, le parti dirigé par Aung San Suu Kyi gagne finalement les élections. Elle ne peut cependant pas devenir présidente à cause de la constitution, ni première ministre car le poste est inexistant : le poste de conseiller spécial d'Etat est alors créé, et fait office de chef du gouvernement. Un de ses proches, Htin Kyaw, devient en mars 2016 le premier président civil non lié aux militaires.

Lors des élections de 2020, une forte mobilisation des électeurs est constatée. Le parti au pouvoir récolte alors 83.2% des sièges à pourvoir. Les conséquences de cette victoire écrasante sont une forte diminution des sièges du parti des militaires, ce qui occasionne une perte de pouvoir lors des décisions.

Les militaires réagissent alors en contestant les résultats et en lançant une rumeur de fraude électorale massive. Après un refus de la commission électorale de recompter les voix, l'armée a finalement décidé d'organiser ce putsch. La Tatmadaw (l'armée birmane) s'efforce d'appliquer une couche de légalité pour garder la main sur le pays.

Évènements clés des dernières années :

- 1962 à 1988 : dictature militaire marxiste par Ne Win
- 1988 : prise de pouvoir par une junte militaire
- 2007 : révolution safran
- 2008 : Constitution birmane
- 2010 : premières élections
- 2016 : premier président non lié à l'armée
- 2020 : élections
- 1^{er} Février : prise de pouvoir du Tatmadaw

20 casques bleus blessés au Mali

Mercredi 10 février, une base temporaire des casques bleus a été attaquée dans le centre du Mali, là où l'activité djihadiste est la plus importante. Une vingtaine de blessés est à déplorer.

Ce n'est pourtant pas un événement isolé : cinq casques bleus avaient déjà été tués en janvier, par le même dispositif. Les engins explosés improvisés semblent être le moyen le plus utilisé par les djihadistes et *de facto* la plus grande menace des casques bleus dans la région.

La mission de la paix de l'ONU nommée Minusma est la plus meurtrière au monde. La semaine dernière, dix soldats maliens ont été tués dans le même secteur par un groupe affilié à Al-Qaïda.

Depuis le déclenchement des rébellions indépendantistes dans le nord du Mali en 2012, le pays fait face à une crise multiforme. Cette crise a entraîné le déplacement de milliers de personnes et occasionné des milliers de pertes malgré le soutien de la communauté internationale.

La nouvelle diplomatie de Biden

La nouvelle administration Biden a récemment dévoilé son plan de route pour les sujets de politique étrangère : « America is back, diplomacy is back ».

La nouvelle administration du président Joe Biden s'est mise au travail concernant les sujets d'affaires étrangères, et a annoncé sa feuille de route lors du tout premier discours de politique étrangère ou *Foreign policy speech* ce jeudi 4 février 2021. Le président nouvellement élu revient ainsi sur les priorités de son mandat, et a indiqué sa volonté de rompre avec la posture de son prédécesseur : « L'Amérique de retour, la diplomatie est de retour ».

En ligne de mire, les opérations militaires de la coalition internationale, dirigée par l'Arabie saoudite, majoritairement composée de pays arabes sunnites, et tournées vers la rébellion houthie chiite au Yémen. Depuis son lancement en 2015, les Etats-Unis appuient la coalition en appuyant les belligérants par l'apport de moyens techniques (logistique, renseignement), et continuent de vendre des armes dans la région. Pourtant, cette opération militaire est de plus en plus contestée par l'opinion publique, avec plusieurs cris d'alarmes d'ONG ou même de l'ONU face à une « catastrophe humanitaire », entre famines, maladies et victimes de guerre, qui aurait fait en cinq ans près de 233 000 morts. De même, l'enlisement de la coalition avec une emprise houthie encore importante et un appui iranien avéré s'est doublé d'attaques symboliques menées sur le sol saoudien, la dernière remontant au 23 juin 2020.

C'est à ce titre que le président des Etats-Unis a annoncé la suspension de l'aide logistique des Etats-Unis à la coalition ainsi que des ventes d'armes dans la région, et souhaite promouvoir une solution diplomatique. Les pays membres de la coalition ont pour le moment réagi publiquement en accueillant positivement les déclarations américaines.

D'autres dossiers attendent également le nouveau président. Avec l'Iran, il s'agit de revenir aux modalités de l'accord signé en 2015, le Joint Comprehensive Plan of Action (JCPOA), quitté par les Etats-Unis en 2018. Concernant l'Europe, M. Biden a interrompu le retrait partiel des forces américaines d'Allemagne. Enfin, le président a affirmé vouloir contrer l'autoritarisme de la Chine et de la Russie.

Dates-repères du conflit au Yemen :

- 2011 : départ du pouvoir du président Ali Abdallah Saleh.
- 2014 : début de la rébellion houthie.
- 2015 : intervention de l'Arabie saoudite et d'une coalition internationale, lancement des opérations Decisive Storm, puis Restoring Hope.
- 2017 : exclusion du Qatar de la coalition.
- 2018 : accord de Stockholm.
- 2020 : dernière attaque de drones et de missiles houthis sur le sol saoudien.
- 2021 : annonces du président Biden sur le conflit au Yémen.

« Projet d'expansion » d'al-Qaïda : la Côte d'Ivoire et le Bénin face à la menace jihadiste

B. Emié, chef de la Direction Générale de la Sécurité Intérieure (DGSE), s'inquiète d'un probable projet d'expansion d'al-Qaïda dans le golfe de Guinée et notamment en Côte d'Ivoire et au Bénin. Selon les renseignements, ce projet aurait pris forme lors d'une réunion au début du mois de Février 2021 réunissant les hautes autorités terroristes locales.

Or, l'Afrique de l'Ouest est depuis de nombreuses années déjà sujette aux actions terroristes qui rendent la région de plus en plus dangereuse.

Actuellement, on qualifie le Bénin et la Côte d'Ivoire de territoires occupés par les terroristes, qui les utiliseraient comme plateformes logistiques. Selon la DGSE, l'implantation jihadiste dans cette zone n'est pas encore pérenne, mais pour encore combien de temps ?

Afin de lutter contre cette menace, les pays concernés doivent prendre en compte ces nouveaux enjeux sécuritaires. La Côte d'Ivoire a renforcé ses troupes le long de la frontière afin d'empêcher de nouvelles attaques et rester « le hub logistique de Barkhane » (L. Diarra, chercheur), fournissant un appui précieux à l'opération française. Un renforcement de la présence terroriste inquiète donc. En ce qui concerne le Bénin, des soldats ont été déployés à la frontière entre le Burkina Faso et le Niger, et dans les parcs de Pendjari, territoires déjà atteints par les jihadistes. Ainsi, ces deux pays particulièrement en proie à la menace terroriste tentent d'y faire face en mettant en place des actions de lutte et de prévention. Reste à voir ce que le projet d'expansion d'al-Qaïda prévoit réellement et comment les pays concernés vont s'organiser.

Les principales actions terroristes en Afrique de l'Ouest depuis 2016 :

- Côte d'Ivoire

- Mars 2016 : attaque de la cité balnéaire de Grand-Bassam par Aqmi.
- Juin 2020 : attaque d'un poste avancé à Kafolo situé à la frontière avec le Burkina, revendiquée par une branche d'al-Qaïda.

- Frontières Burkina-Togo et Burkina-Bénin

- 2019 : deux attentats contre des étrangers.

- Bénin

- Mai 2019 : dans le parc de Pendjari, enlèvement de deux ressortissants français et assassinat de leur guide.

Le programme britannico-italo-suédois Tempest développe en parallèle un avion de combat autonome, Mosquito

Le programme britannico-italo-suédois Tempest développe en parallèle un avion de combat autonome, Mosquito.

Le ministère de la Défense britannique a désigné Spirit AeroSystems Belfast à la tête du Project Mosquito, financé à hauteur de trente millions de livres sterling (34 millions d'euros). La filiale nord-irlandaise de la société américaine du même nom est ainsi chargée de coordonner les efforts de plusieurs industriels, notamment Northrop Grumman UK, pour proposer un premier prototype pour le concept de Lightweight Affordable Novel Combat Aircraft (LANCA).

Ce développement s'inscrit dans le programme britannique « Future Combat Air », centré principalement sur l'avion de combat de sixième génération Tempest annoncé en 2018, en parallèle des efforts faits par l'Allemagne et la France sur le système de combat aérien futur (SCAF) depuis 2017. Un Memorandum of Understanding a ainsi été signé entre les ministères de la défense anglais, italiens et suédois. La Team Tempest est ainsi composée de partenaires industriels parmi lesquels on retrouve BAE Systems et Rolls Royce (Royaume-Uni), mais aussi Leonardo (Italie) et les branches anglaises et italiennes de MBDA.

Concernant Mosquito, il désignerait ainsi un petit avion de combat autonome ayant pour mission de servir d'ailier dans les flottes aériennes de la Royal Air Force (RAF), pour accompagner les Eurofighter Typhoon (136 en service), les Lockheed Martin F-35B Lightning (18 en service pour une commande totale de 138 avions) et les futurs Tempest. L'avion Mosquito pourrait avoir des capacités de combat air-air et air-sol, d'*intelligence, surveillance and reconnaissance* (ISR), ou encore de guerre électronique. Il serait une alternative moins coûteuse à un avion de combat multi-rôles dans ses missions de soutien.

Mosquito n'est pas le premier projet de « remote carrier » ou d'effecteurs déportés en la matière. L'idée d'accompagner les avions de combat par une nuée de drones d'appoint pour saturer la défense ennemie, tout en leur donnant la possibilité d'effectuer des frappes ou d'avoir d'autres fonctions se retrouve dans le programme Skyborg (Etats-Unis), Remote Carrier (SCAF), ou encore Loyal Wingman pour la Royal Australian Air Force (RAAF).

Les premiers tests de vol de Mosquito sont prévus pour 2023.

Avions de combat de 6^e génération, une compétition européenne :

- 2017 : annonce de la France et de l'Allemagne du développement conjoint du SCAF.
- 2018 : publication de la *UK Combat Air Strategy*, lancement de la Team Tempest.
- 2019 : accord-cadre signé entre la France, l'Allemagne et l'Espagne pour le SCAF.
- 2020 : protocole d'accord signé entre le Royaume-Uni, l'Italie et la Suède pour le Tempest.